

Mirande : les sapeurs-pompiers volontaires mobilisés pour défendre leurs acquis



Mirande : les sapeurs-pompiers volontaires mobilisés pour défendre leurs acquis

Ce samedi 27 septembre, le centre d'incendie et de secours de Mirande a vécu une journée de mobilisation symbolique. Comme dans la quasi-totalité des centres du Gers (Auch, Miélan, Vic-Fezensac...), les sapeurs-pompiers volontaires ont exprimé leur inquiétude face aux projets gouvernementaux qui remettent en question leur reconnaissance.

L'action a pris une forme forte : casques et bips déposés devant le centre de secours, témoignant du malaise profond qui traverse les rangs des volontaires.



Trois dossiers inquiétants

Cette mobilisation, qui s'étend aux autres départements de l'ex-région Midi-Pyrénées, porte sur trois points cruciaux :

La remise en cause de la Nouvelle Prestation de Fidélisation et de Reconnaissance (NPFRR), cette indemnité de fin d'activité destinée aux anciens sapeurs-pompiers volontaires pourrait être supprimée.

Le gel des indemnités horaires depuis deux ans impacte directement les volontaires en activité et les retraités, malgré l'inflation.

L'absence du décret sur la bonification de trimestres retraite, pourtant prévue dans la loi de 2023, frustre également les volontaires.

Un soutien politique

Le député Jean-René Cazeneuve s'est rendu sur place pour écouter et soutenir les pompiers dans leurs revendications, marquant ainsi l'importance de ces enjeux au niveau politique.



"Une dette de l'État"

"Le volontariat ne se marchande pas, il se respecte", martèle l'Union Départementale des Sapeurs-Pompiers Volontaires du Gers. "Ce que réclament les sapeurs-pompiers volontaires n'est pas une faveur, mais une dette de l'État envers eux !"

Dans le Gers, le volontariat représente 95% des effectifs de sapeurs-pompiers. Cette journée d'action, qui se déroule ce jour, visait à sensibiliser élus et citoyens à ces enjeux cruciaux pour la pérennité du système de secours.

Les sapeurs-pompiers volontaires de Mirande, qui consacrent leur temps libre à la sécurité de tous, demandent simplement que leur engagement soit reconnu à sa juste valeur.

